

ALPES

Jean-Baptiste Lemoyne : « On skiera en France cet hiver »

Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État chargé du tourisme, participe au congrès de Domaines skiables de France (DSF) au Phare, à Chambéry. Pour rassurer les acteurs de la montagne : on skiera en France cet hiver.

Jean-Baptiste Lemoyne, cette année encore, vous assistez au congrès national de DSF...

« **C**e lien avec DSF remonte à avant la crise. La montagne française est une des pépites du tourisme tricolore, et participe au rayonnement de la destination France. On a noué très vite des liens solides avec les acteurs de la montagne, qui ont permis d'affronter ensemble la tempête connue depuis mars 2020. »

Peut-on imaginer un second hiver sans ski ?

« Je ne peux être plus clair : on skiera en France cet hiver, et c'est important de le mettre en avant pour les touristes, français et étrangers. Nous avons régulé la quatrième vague de pandémie et son variant delta, grâce à deux éléments : d'une part, la montée en puissance de la vaccination (aujourd'hui plus de 50 millions de Français sont vaccinés) ; d'autre part, la mise en place du pass sanitaire dans certaines activités, qui a permis de les maintenir ouvertes. On a appris à vivre avec le virus, sa circulation reste maîtrisée. On va tout faire, gouvernement, pouvoirs publics, avec les territoires et les professionnels, pour que cette saison soit

celle du renouveau. Les premiers indicateurs sont très encourageants. Les ESF m'ont signalé être à 90 % de réservation à date, par rapport à 2019 qui avait été une belle année. »

Comme en Italie et en Autriche, le pass sera-t-il nécessaire pour skier ?

« J'ai mis en place un groupe de travail avec les représentants de l'ANMSM [Association nationale des maires des stations de montagne, NDLR], DSF, ESF, Anem, des Régions... pour travailler aux modalités pratiques. Je me suis engagé pour qu'on puisse les préciser d'ici la mi-octobre. À ce stade, les remontées mécaniques, assimilées aux transports, ne rentrent pas dans le champ du pass sanitaire. Le travail se poursuit avec les professionnels et en interministériel. Aujourd'hui, nous sommes en attente de la révision du protocole socle, générique à tous les secteurs. On travaillera alors avec les professionnels sur l'adaptation de leur propre protocole. Mais nous n'en sommes pas au même point qu'il y a un an, car la vaccination est importante. »

Faudra-t-il harmoniser la réglementation, de peur de voir filer les clients vers d'autres destinations ?

« Au niveau européen, un travail a été conduit tout au long du printemps pour pouvoir mettre en place le certificat vert numérique, qui permet une reconnaissance réciproque des QR code, des certificats de vaccination. L'Europe est la seule



Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État chargé du tourisme, et Joël Giraud, secrétaire d'État chargé de la ruralité viennent, jeudi, à la rencontre des exploitants de remontées mécaniques. Photo Le DL/Grégory YETCHMENIZA

zone au monde à avoir pu reprendre une mobilité internationale, et au niveau français, on en a touché les fruits dès cet été avec des clientèles européennes très présentes. Avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, nous nous sommes donné les moyens de convertir les certificats de vaccination délivrés hors UE, pour pouvoir accueillir les touristes internationaux qui sont vaccinés avec des vaccins homologués. »

En Autriche, le masque sera obligatoire dans les lieux festifs. En Italie, ce sera masque et jauges dans les télécabines. Et en France ?

« Il faut replacer ce sujet dans la dimension française : nous allons solliciter le parlement pour avoir la faculté de garder le pass sanitaire jusqu'à l'été prochain. Dans le même temps,

beaucoup de départements ont des taux d'incidence inférieurs à 50, ce qui permettra de prendre certaines mesures d'assouplissement... Nous devrions donc pouvoir profiter de cette saison hivernale de la façon la plus normale possible, même si le virus est parfois inattendu, ce qui exige de chacun d'entre nous une vigilance permanente. »

Quels enseignements avez-vous tirés d'un hiver sans ski ?

« On a vu qu'un hiver sans ski perd de sa saveur, comme un été sans soleil. Le ski est une tradition, une composante de notre identité. Des pionniers ont bâti, en quelques décennies, une filière d'excellence. Il était important d'aider les stations à être de retour dans la compétition. On a l'ambition de rebondir : avec Atout Fran-

ce, nous lançons une campagne de promotion avec des moyens triplés par rapport à ce qui se faisait avant crise. Avec mon collègue Joël Giraud, nous mettons en place des moyens avec le plan "Avenir montagnes" pour aider les stations dans leurs investissements, leurs infrastructures, en allant dans une dimension toujours plus durable et vers un tourisme des quatre saisons. Cet été, comme l'an dernier, la montagne a été un véritable tube. »

Les Suisses et les Américains avaient fait le choix, avec succès, d'ouvrir leurs remontées mécaniques. A posteriori, malgré les 5,4 milliards d'euros d'indemnisation pour la montagne, regrettez-vous leur fermeture ?

« On a pris la bonne décision, mais ce ne fut pas de gaieté de cœur. À l'époque, il fallait endiguer cette vague pandémique. L'État a été au rendez-vous, avec des dispositifs de compensation uniques au monde (près de 650 M€ pour les remontées mécaniques par exemple). Dans les autres pays où les stations sont restées ouvertes, les situations ont été contrastées. En Espagne, les stations ont fonctionné avec des bassins de clientèle très restreints, et en Suisse ou en Autriche, certaines stations ont dû fermer en cours de saison. Il faut regarder l'avenir, avec une filière qui s'est serré les coudes. Le gouvernement sera encore à ses côtés pour rebondir de la plus belle des manières. »

Propos recueillis par Jean-François CASANOVA